

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

**SÉANCE DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS
DU MARDI 3 DÉCEMBRE 2024**

**BM2024/12/03/02 : ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS DE SOUTIEN AUX
COMMUNES POUR LA RESTRUCTURATION ET LA RECONSTRUCTION DES BÂTIMENTS, MOBILIERS
ET MATÉRIELS MUNICIPAUX ENDOMMAGÉS**

DATE DE LA CONVOCATION : 27 novembre 2024
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 44
PRÉSIDENT DE SÉANCE : Patrick OLLIER, Président
SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Geoffroy BOULARD

LE BUREAU DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 5215-26 ainsi que les articles L. 5219-1 et suivants,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

Vu la loi n° 2023-656 du 25 juillet 2023 relative à l'accélération de la reconstruction et de la réfection des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023,

Vu le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la Métropole du Grand Paris,

Vu l'ordonnance n° 2023-871 du 13 septembre 2023 visant à faciliter le financement de la reconstruction et de la réfection des bâtiments dégradés ou détruits au cours des violences urbaines survenues du 27 juin au 5 juillet 2023 et notamment son article 2,

Vu la délibération CM2023/07/13/01 afférente au fonds de soutien aux communes pour la reconstruction des mairies, bâtiments communaux, mobiliers et matériels municipaux endommagés,

Considérant les destructions intervenues sur des mairies et bâtiments communaux, ainsi que sur

des mobiliers et matériels municipaux en France et tout particulièrement dans la Métropole à compter du 27 juin 2023,

Considérant le soutien que la Métropole souhaite apporter à la restructuration et la reconstruction des mairies, bâtiments, mobiliers et matériels communaux,

Considérant le fait que le soutien apporté par la Métropole ne se substitue pas aux aides qui peuvent être apportées par ailleurs, notamment par l'Etat, par les remboursements des assureurs ou par tout autre concours.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

DECIDE l'octroi de subventions en investissement d'un montant total de 446 310 € (quatre cent quarante-six mille trois cent dix euros) euros pour :

Personne publique à financer	Objet	Subvention (€)
L'Île-Saint-Denis	Réhabilitation de l'hôtel de ville	446 310 €

APPROUVE le projet de convention-type joint, qui définit les modalités de versement de cette subvention d'investissement.

AUTORISE le Président ou son représentant à signer chaque convention relative aux subventions d'investissement, et à prendre tout acte pour l'exécution de la présente délibération.

AUTORISE le président ou son représentant à procéder au contrôle de la réalisation des projets d'investissement financés par la Métropole du Grand Paris au travers du fonds de soutien.

PRECISE que le bénéficiaire de la subvention s'engage à réaliser l'intégralité de la dépense déclarée et qu'un remboursement à due concurrence du trop-perçu pourra, à défaut, être demandé par la Métropole du Grand Paris.

PRECISE que les subventions seront imputées en section d'investissement sur l'autorisation de programme « Z15200001 - Fonds de soutien aux communes pour la restructuration et la reconstruction des bâtiments, mobiliers et matériels municipaux endommagés », opération « 20100 Fonds de soutien aux communes ».

ADOpte À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Le Président de la métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER
Ancien Ministre
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
075-200054781-20241203-BM2024-12-03-02-AI
Date de télétransmission : 13/12/2024
Date de réception préfecture : 13/12/2024